



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DES PÊCHES

### SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE

#### Troisième session

New Delhi (Inde), 4-8 septembre 2006

### MISE EN ŒUVRE PAR LE DÉPARTEMENT DES PÊCHES DE LA FAO DES RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME SESSION DU SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE DU COMITÉ DES PÊCHES

#### RÉSUMÉ

Le présent document contient un bref aperçu des efforts entrepris par le Département des pêches de la FAO en vue de mettre en œuvre les recommandations de la deuxième session du Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches (COFI) qui s'est tenue à Trondheim (Norvège), du 7 au 11 août 2003.

#### INTRODUCTION

1. La deuxième session du Sous-Comité de l'aquaculture s'est tenue à Trondheim (Norvège), du 7 au 11 août 2003 à l'aimable invitation du Gouvernement norvégien. Le rapport de la deuxième session est communiqué en tant que document d'information, COFI:AQ/III/2006/Inf.5<sup>1</sup>.

#### PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DU SOUS-COMITÉ

2. Après des discussions approfondies facilitées par la documentation technique fournie par le Secrétariat, le Sous-Comité a formulé un certain nombre de suggestions, commentaires et recommandations pour que le potentiel du secteur aquacole soit pleinement exploité et qu'il apporte une contribution nette à la sécurité alimentaire régionale, nationale et mondiale, à

<sup>1</sup> Comité des pêches. Rapport de la deuxième session du Sous-Comité de l'aquaculture. Trondheim (Norvège), 7-11 août 2003. *Rapport FAO sur les pêches*, n° 716. Rome, FAO. 2003. 91 p.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

l'atténuation de la pauvreté et au développement humain. Le Sous-Comité a identifié plusieurs domaines de priorité dans lesquels le Département des pêches de la FAO devra intervenir dans le futur. On trouvera les détails dans le rapport du Sous-Comité, COFI:AQ/III/2006/Inf.5.

3. **Domaine de priorité A** – questions posées par l'application des recommandations de la première session du Sous-Comité de l'aquaculture. Les domaines ci-après ont été identifiés:

- Aide au développement durable de l'aquaculture artisanale;
- Promotion de l'aquaculture commerciale – à l'origine en organisant une conférence sur la promotion de l'aquaculture commerciale en Afrique;
- Constitution de réseaux régionaux.

4. **Domaine de priorité B** – activités des organes régionaux des pêches dans les domaines de l'aquaculture responsable et des pêches fondées sur l'élevage. Le Sous-Comité a identifié les activités et questions suivantes:

- La FAO doit, par nécessité, apporter un soutien permanent aux organes régionaux, à qui l'on fait jouer un rôle de plus en plus important dans le développement de l'aquaculture à l'échelle mondiale;
- Les organes régionaux doivent contribuer à l'élaboration de normes et directives de base s'appliquant aux systèmes aquacoles spécifiques, notamment l'aquaculture biologique et traditionnelle;
- Le besoin d'aborder la question de savoir comment les réglementations commerciales traitent les organismes d'élevage et de capture sauvage et, dans cette optique, encourager le Sous-Comité du commerce du poisson à travailler avec l'OMD<sup>2</sup> afin de prendre en compte ces problèmes commerciaux fondamentaux;
- La FAO doit appuyer les programmes nationaux de développement par le biais des organes régionaux dans les domaines des capacités humaines, des infrastructures, de la collecte des données, de la santé, du contrôle et de l'assurance de la qualité, de l'utilisation d'organismes de culture exotiques ou génétiquement modifiés, de l'utilisation durable de la biodiversité, de l'élaboration de spécifications régionales ou interrégionales incluant des normes de transformation et de manipulation des organismes aquacoles, le partage de l'information et la constitution de réseaux.

5. **Domaine de priorité C** – progrès accomplis dans l'application des dispositions du Code de conduite<sup>3</sup> de la FAO relatives à l'aquaculture et aux pêches fondées sur l'élevage. Les actions ci-après ont été recommandées:

- Élaborer un site Web sur les codes de conduite et la législation concernant l'aquaculture dans le but de faciliter l'échange d'informations;
- Les organes régionaux de la FAO sont invités à établir une base de données sur le contexte écologique des principales espèces afin d'aider les membres à mener des analyses des risques fondées sur ces espèces.

6. **Domaine de priorité D** – améliorer les rapports sur la situation et les tendances de l'aquaculture. Les activités suivantes ont été proposées:

- Constituer un glossaire détaillé reconnu sur le plan international;
- Améliorer la collecte de données, notamment auprès des petits producteurs, ainsi que la quantité de données relatives aux marchés et la qualité des données sur les espèces;
- Élaborer une méthodologie générale de collecte des données relatives à l'aquaculture;
- Continuer d'aider les membres à créer une capacité statistique nationale par le biais du Programme de coopération technique de la FAO (PCT).

---

<sup>2</sup> Organisation mondiale des douanes (OMD).

<sup>3</sup> Code de conduite pour une pêche responsable.

7. **Domaine de priorité E** – stratégies en vue d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des produits aquacoles. À cet effet, le Comité:

- A invité instamment la FAO à aider à l'harmonisation des normes en matière de santé et de sécurité sanitaire des produits de l'aquaculture par l'intermédiaire de la Commission du Codex Alimentarius et à promouvoir l'équivalence des systèmes;
- A demandé à la FAO de faciliter la formation et le renforcement des capacités en matière d'analyse relative aux systèmes de sécurité sanitaire des produits aquacoles;
- A recommandé que ses activités et celles du Sous-Comité du commerce du poisson soient mieux coordonnées et qu'une coordination efficace soit encouragée, notamment par le biais d'une collaboration plus grande avec l'OIE<sup>4</sup>.

8. **Domaine de priorité F** – pratiques responsables dans les pêches fondées sur l'élevage. Le Sous-Comité a estimé que les domaines ci-après étaient importants:

- Profils des semences et pénurie de semences;
- Rentabilité des programmes d'empoissonnement;
- Évaluation des risques pour l'environnement;
- Évaluation de la viabilité socioéconomique des pêches fondées sur l'élevage et des pratiques d'empoissonnement.

9. De nombreux membres ont demandé un appui technique dans les domaines suivants: sélection des espèces aquatiques; méthodologies de marquage et d'étiquetage des espèces en vue d'évaluer les programmes d'empoissonnement; évaluation des risques; élaboration et application des directives techniques et des pratiques optimales applicables aux pêches fondées sur l'élevage; évaluation des stocks et études statistiques; et gestion communautaire de la pêche.

#### **Autres recommandations**

10. Le Sous-Comité a formulé d'autres recommandations ayant trait à deux questions récentes importantes concernant: a) les espèces aquatiques ainsi que leurs introductions, transferts et mouvements; les risques et les avantages, notamment l'introduction de pathogènes et la gestion des risques sanitaires et b) la durabilité de l'aquaculture de la crevette, incluant les activités de suivi recommandées à la Consultation d'experts sur l'élaboration d'un système d'information et de communication, tenue à Brisbane (Australie), en décembre 2000.

11. Le Sous-Comité a également demandé à la FAO d'examiner et d'analyser les divers systèmes de certification en place en vue d'harmoniser les approches et les procédures de développement et de mise en œuvre des systèmes de certification des produits.

12. Le Sous-Comité est convenu que le Secrétariat proposerait une analyse prospective des défis futurs de l'aquaculture mondiale pour servir de base à une discussion sur l'orientation à long terme de ses activités.

#### **Activités intersessions**

13. Le Sous-Comité a également identifié plusieurs activités intersessions, notamment:

- La formulation de directives techniques et de pratiques optimales s'appliquant à l'empoissonnement responsable;
- L'appui à la coopération régionale en matière de programmes d'empoissonnement et à la coordination de ces programmes qui couvrent les eaux transfrontières potentiellement concernées;
- La compilation des études de cas illustrant les pratiques d'empoissonnement réussies dans les environnements continentaux, côtiers et marins;
- L'évaluation et la gestion des risques associés au mouvement et au transfert des animaux aquatiques vivants;

---

<sup>4</sup> Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

- L'élaboration de directives pour promouvoir l'harmonisation des réglementations liées au commerce et faciliter le dialogue entre les pays producteurs de crevettes et les pays importateurs dans le but d'ouvrir l'accès des petits producteurs de crevettes au commerce international;
- L'aide à l'évaluation des risques pour l'environnement;
- L'aide à la planification intégrée du développement de l'aquaculture dans les zones côtières et les bassins versants;
- Le développement des questions de durabilité en ce qui concerne l'alimentation du poisson d'élevage et les stratégies de gestion optimale des aliments.

14. Par ailleurs, le Sous-Comité a recommandé à la FAO de dégager d'autres ressources, soit au titre du Programme ordinaire, soit en faisant appel à des fonds extrabudgétaires, afin de développer les activités liées à l'aquaculture.

### **MISE EN ŒUVRE PAR LE DÉPARTEMENT DES PÊCHES DE LA FAO DES RECOMMANDATIONS CI-DESSUS**

15. Le Sous-Comité est informé que certaines informations contenues dans le présent document de travail peuvent être reproduites dans d'autres documents de travail de cette session, notamment le document de travail n° 3 – Progrès accomplis dans la mise en œuvre des dispositions s'appliquant à l'aquaculture du Code de conduite pour une pêche responsable – car la plupart des recommandations du Sous-Comité sont liées à la mise en œuvre de ce code de conduite. Le Secrétariat s'est employé à réduire la répétition inutile des informations dans les différents documents de travail.

16. Diverses contraintes – le temps, les ressources humaines et financières – n'ont pas permis d'appliquer toutes les recommandations du Sous-Comité. Néanmoins, les efforts importants déployés par le Département des pêches ont permis d'en appliquer une grande partie, comme l'indique le présent document.

#### **Domaine de priorité A**

17. En raison de la crise budgétaire actuelle, il n'a pas été possible de mobiliser des fonds pour organiser la réunion sur la promotion de l'aquaculture commerciale en Afrique au cours du présent exercice biennal. Avant l'annonce de la crise budgétaire, des efforts avaient été déployés pour trouver un pays d'accueil. Madagascar avait en principe accepté d'accueillir l'événement. Cependant, les contacts ont été suspendus dans l'attente d'une normalisation de la situation budgétaire.

18. Les études en préparation incluent deux rapports intitulés respectivement « Contribution de l'aquaculture commerciale à la sécurité alimentaire, à l'atténuation de la pauvreté et au développement et à la croissance économiques dans certains pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique latine » et « Avantages comparatifs de certaines espèces piscicoles commerciales en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est ». Les rapports sont en cours d'élaboration et seront terminés en 2006.

19. Le Département des pêches a réussi à promouvoir les réseaux régionaux relatifs à l'aquaculture. Ces réseaux en sont à différents stades de fonctionnement, et la FAO continuera à accorder son aide pour les améliorer.

20. Le NACEE<sup>5</sup>, qui compte parmi ses membres 31 institutions de 13 PECO<sup>6</sup>, a été créé en novembre 2004. Le HAKI<sup>7</sup> est l'institut coordonnateur, et 21 institutions de 21 pays ont participé à cette première réunion, qui s'est tenue à Szarvas, en Hongrie<sup>8</sup>. La deuxième réunion des directeurs du Réseau des centres d'aquaculture des pays d'Europe centrale et orientale a eu lieu à Astrakhan (Fédération de Russie), en septembre 2005. Seize pays y ont participé. Une troisième réunion sera organisée à la fin de 2006.

21. La FAO et l'APEC<sup>9</sup> ont lancé deux initiatives parallèles en vue d'examiner les possibilités de créer un Réseau de centres d'aquaculture en Amérique latine et dans les Caraïbes (RED/LAC). Deux ateliers ont été organisés: a) un atelier FAO sur la « Viabilité de créer un réseau régional de coopération en matière d'aquaculture en Amérique latine et dans les Caraïbes », du 6 au 8 décembre 2004 à Panama; et b) un atelier de l'APEC sur une « Étude de viabilité sur la création d'un réseau aquacole dans les Amériques », du 26 au 28 avril 2005 à Mazatlán (Mexique). Au cours de la dixième réunion de la COPESCAL<sup>10</sup>, tenue à Panama en septembre 2005, un document de travail comparant les conclusions des deux initiatives<sup>11</sup> a été présenté.

22. À sa treizième session, tenue en octobre 2004, le CPCA<sup>12</sup> a examiné les conclusions<sup>13</sup> d'une mission qui a étudié les possibilités et les besoins en Afrique d'un mécanisme analogue à celui du Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (RCAAP). La mission a estimé qu'il existait un soutien très fort à l'intérieur de la région en faveur de la création d'une organisation axée sur un réseau régional intergouvernemental de centres d'aquaculture pour l'Afrique visant à faciliter et accélérer le développement de l'aquaculture. La première étape intermédiaire recommandée a été la création d'un Sous-Comité CPCA de l'aquaculture ainsi qu'un Secrétariat assuré par le Bureau régional de la FAO pour l'Afrique.

### **Domaine de priorité B**

23. Au Viet Nam, en juin 2004, la FAO a organisé la première conférence internationale sur l'aquaculture biologique, conjointement avec INFOFISH et VASEP<sup>14</sup>. Cette réunion, à laquelle ont participé des experts de 38 pays, a permis de donner un aperçu de ce marché en croissance, et s'est intéressée à l'importance stratégique de la certification et de l'étiquetage des produits de l'aquaculture<sup>15</sup>, et notamment à l'OSI (Organisation internationale de normalisation) et à l'adoption de mesures de traçabilité.

---

<sup>5</sup> Réseau des centres d'aquaculture des pays d'Europe centrale et orientale (NACEE).

<sup>6</sup> Pays de l'Europe centrale et orientale: Bélarus, Bulgarie, Croatie, Estonie, Fédération de Russie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Moldova, Pologne, République tchèque, Roumanie et Ukraine.

<sup>7</sup> Institut de recherche hongrois sur la pêche, l'aquaculture et l'irrigation (HAKI).

<sup>8</sup> FAO/Réseau des centres d'aquaculture en Europe centrale et orientale. 2005. Rapport de la première réunion des directeurs du Réseau des centres d'aquaculture en Europe centrale et orientale, Szarvas (Hongrie), 21-24 novembre 2004. Rapport FAO sur les pêches n° 774. Rome, FAO. 2005. 195 p.

<sup>9</sup> Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

<sup>10</sup> Commission des pêches continentales pour l'Amérique latine (COPESCAL).

<sup>11</sup> Rapport FAO sur l'atelier concernant la viabilité de la création d'un réseau régional de coopération pour l'aquaculture en Amérique latine et aux Caraïbes. 2005. Panama (République de Panama), du 6 au 8 décembre 2004. (Anglais/Espagnol). Rapport FAO sur les pêches n° 773. Rome, FAO. 2005, 43 p.

<sup>12</sup> Comité des pêches continentales pour l'Afrique (CPCA).

<sup>13</sup> FAO. Rapport de la treizième session du Comité des pêches continentales pour l'Afrique. Entebbe (Ouganda), 27-30 octobre 2004.

<sup>14</sup> Association des producteurs et des exportateurs vietnamiens des produits de la mer (VASEP).

<sup>15</sup> Overview of Organic Markets: an Opportunity for Aquaculture Products? Programme de recherche Globefish, Vol. n° 77.

24. La recommandation concernant le développement de l'aquaculture biologique est actuellement mise en œuvre par INFOFISH dans le cadre d'un projet du Sous-Comité du commerce du poisson, au Myanmar, en Thaïlande et en Malaisie. L'objectif principal du projet d'agriculture biologique, d'une durée de trois ans (il doit commencer en 2006), est d'aider le secteur aquacole asiatique à appliquer les dispositions internationales en matière de sécurité sanitaire et de durabilité des produits afin que ceux-ci soient mieux acceptés par les marchés mondiaux et deviennent plus concurrentiels.

25. À sa neuvième session, le Sous-Comité du commerce du poisson a estimé qu'il fallait différencier les produits de la pêche de ceux de l'aquaculture et de la pêche de capture dans les statistiques commerciales, et les pays ont été invités à formuler des observations sur la manière d'y parvenir. Cependant, aucun pays n'a envoyé d'observations et cette question n'a pas été incluse dans l'ordre du jour de la dixième session du Sous-Comité du commerce du poisson.

26. Le Département des pêches continue de fournir une aide aux programmes nationaux de développement par le biais des organes régionaux des pêches, dans les limites des ressources humaines et financières disponibles.

27. La CAPP<sup>16</sup>, organe régional des pêches de la FAO, a organisé un atelier régional pour examiner les questions liées aux pêches de capture et à l'aquaculture et concernant l'utilisation des poissons de faible valeur marchande ou des « poissons déchets » dans la région Asie-Pacifique. L'atelier a recommandé une politique et des plans d'action pour aborder la question de l'émergence de pêcheries transformant les « poissons déchets » dans la région<sup>17</sup>.

28. Le Département des pêches a également fourni un appui financier et une aide technique à plusieurs réunions et ateliers organisés pendant la période intersessions par d'autres organes régionaux des pêches: le Comité des pêches continentales pour l'Afrique (CPCA)<sup>18</sup> à sa treizième session, la Commission des pêches continentales pour l'Amérique latine (COPESCAL)<sup>19</sup> à sa dixième session, la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures (CECPI)<sup>20</sup> à sa vingt-troisième session, le SIPAM<sup>21</sup> de la CGPM<sup>22</sup> pour une réunion d'experts et CORÉPÊCHES<sup>23, 24</sup> à sa troisième session.

---

<sup>16</sup> Commission Asie-Pacifique des pêches (CAPP).

<sup>17</sup> Publication du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, 2005/21 Atelier sur les poissons déchets et à faible valeur marchande (<http://www.APFIC.org/modules/mydownloads/visit.php?cid=5&lid=130>)

<sup>18</sup> FAO. Rapport de la treizième session de la Commission des pêches continentales pour l'Afrique. Entebbe (Ouganda), 27-30 octobre 2004.

<sup>19</sup> FAO, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Informe de la decima reunion de la Comision de Pesca Continental para America Latina. Panama (République de Panama), 7-9 septembre 2005. FAO, Informe de Pesca. n° 784. Santiago, 2005. 21 p.

<sup>20</sup> FAO. Rapport de la vingt-troisième session de la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures. 2005. Wierzbna (Pologne), 26 mai-2 juin 2004. (Anglais/Français). Rapport FAO sur les pêches n° 771. Rome, FAO. 2005. 43 p.

<sup>21</sup> Système d'information pour la promotion de l'aquaculture en Méditerranée (SIPAM).

<sup>22</sup> FAO/Commission générale des pêches pour la Méditerranée. 2006. Rapport de la réunion des pêches sur le rétablissement du Réseau sur l'environnement et l'aquaculture en Méditerranée. Rome. 7-9 décembre 2005. Rapport FAO sur les pêches, n° 791. Rome, FAO. 2006. 61 p.

<sup>23</sup> Commission régionale des pêches (CORÉPÊCHES).

<sup>24</sup> Bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient. Rapport de la troisième session de la Commission régionale des pêches, Doha (Qatar), 9-11 mai 2005. *Rapport FAO sur les pêches*, n° 783. Rome, FAO. 2005. 18 p. (Version bilingue anglais/arabe)]

### Domaine de priorité C

29. Le Département des pêches, en coopération avec le Service droit et développement, a élaboré la NALO<sup>25</sup>, une série d'aperçus comparatifs des lois et des réglementations nationales relatives à l'aquaculture. Ces aperçus traduisent le caractère multidisciplinaire de l'aquaculture, les questions complexes en jeu et les diverses réglementations applicables en vertu des lois très diverses qui régissent le secteur. Depuis 2003, 34 aperçus ont été publiés sur le site web de la FAO<sup>26</sup>. Ils seront disponibles dans toutes les langues officielles de l'Organisation.

30. L'élaboration de fiches d'information sur les espèces se poursuit. Ces fiches sont régulièrement incluses dans le FIGIS<sup>27</sup>. En mai 2006, 547 fiches d'information étaient disponibles. Les informations contenues dans le FIGIS sont assez générales et ne sont pas liées à des questions ayant trait spécifiquement à l'aquaculture ou à la sélection des espèces. L'élaboration de fiches d'information sur les espèces aquatiques cultivées a commencé en 2003. En mai 2006, des fiches d'information relatives à 26 espèces étaient disponibles sur Internet<sup>28</sup>. Il en est prévu près de 350.

### Domaine de priorité D

31. Le Département des pêches a récemment lancé un glossaire multidisciplinaire sur l'aquaculture qui peut être interrogé alphabétiquement ou par thème. Les objectifs premiers du glossaire sont les suivants: servir de référence aux pisciculteurs, consultants, administrateurs, responsables de politique, concepteurs, ingénieurs, agronomes, économistes, écologistes et à tous ceux qui s'intéressent à l'aquaculture, et faciliter la communication entre les experts et les chercheurs engagés dans la recherche et le développement dans le domaine de l'aquaculture. Le glossaire peut être consulté sur le site web de la FAO<sup>29</sup> et sera publié en temps utile.

32. Le Département des pêches a accompli des progrès dans la mise en œuvre des recommandations liées à l'amélioration des rapports sur la situation et les tendances en matière d'aquaculture (voir COFI:AQ/III/2006/4 et COFI:AQ/III/2006/Inf. 6)<sup>30</sup>.

33. Le projet PCT (TCP/RAF/3102 – Appui au sous-secteur de l'aquaculture dans les pays riverains du Lac Victoria), réalisé avec la coopération de l'Organisation des pêches du Lac Victoria, contient un élément lié à l'élaboration d'un système statistique coordonné aux niveaux national et sous-régional relatif à l'aquaculture des pays concernés (c'est-à-dire la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda).

### Domaine de priorité E

34. Le Département des pêches continue d'appuyer les activités du CCFFP<sup>31</sup>, les initiatives FAO/OMS sur l'évaluation des risques concernant le commerce, et la fourniture d'avis techniques à la CAC<sup>32</sup>.

35. En ce qui concerne la propagation des pathogènes et l'aide demandée par les gouvernements membres aux fins de réduire les risques de maladie, le Département s'est employé

---

<sup>25</sup> Vue d'ensemble des législations nationales sur l'aquaculture (NALO).

<sup>26</sup> [http://www.fao.org/figis/servlet/static?dom=root&xml=aquaculture/nalo\\_search.xml](http://www.fao.org/figis/servlet/static?dom=root&xml=aquaculture/nalo_search.xml)

<sup>27</sup> Système mondial d'information sur les pêches (FIGIS).

<sup>28</sup> [http://www.fao.org/figis/servlet/static?dom=root&xml=aquaculture/cultured\\_search.xml](http://www.fao.org/figis/servlet/static?dom=root&xml=aquaculture/cultured_search.xml)

<sup>29</sup> <http://www.fao.org/fi/glossary/>

<sup>30</sup> Département des pêches de la FAO, 2005. Towards improving global information on aquaculture. FAO, Document technique sur les pêches n° 480. Rome, FAO. 2005. 172 p.

<sup>31</sup> Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP).

<sup>32</sup> Commission du Codex Alimentarius (CAC).

activement à fournir une aide aux niveaux national et régional. Dans le cadre du TCP/INS/2905, un atelier régional sur la préparation et la réaction aux urgences sanitaires dues aux animaux aquatiques en Asie<sup>33</sup>, organisé en juillet 2005 en Indonésie, a permis d'élaborer des directives sur la préparation et la réaction aux urgences sanitaires dues aux animaux aquatiques<sup>34</sup>. Ces directives ont servi de base aux procédures techniques visant à établir des plans d'intervention d'urgence, et à renforcer la préparation et la réaction aux maladies issues des animaux aquatiques dans les pays en développement.

36. Un projet TCP/RAS/3101 en cours – Développement de l'aquaculture durable en Micronésie – inclut des activités de renforcement de capacités en matière d'évaluation des risques de pathogénie et de gestion sanitaire dans les piscicultures et les pêcheries des îles de la Micronésie.

37. Un certain nombre de PCT (terminés, en cours ou prévus) contiennent des éléments relatifs à la sécurité sanitaire des produits piscicoles, notamment: TCP/BZE/3003, Renforcement du cadre de la biosécurité (de janvier 2005 à décembre 2006); TCP/LAT/3001, Améliorer la santé des animaux aquatiques et la qualité et la sécurité sanitaire des produits aquatiques (de 2004 à juillet 2006); TCP/IND/2902, Gestion sanitaire appliquée à la crevetticulture dans l'Andhra Pradesh (depuis 2003); et TCP/INS/2905, Gestion sanitaire dans le domaine de la pisciculture d'eau douce (2003-2005).

38. Une étude sur les régimes de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments des principaux importateurs et exportateurs et les causes de la retenue ou du refus des produits piscicoles lors des saisies en douane a été achevée<sup>35</sup>. Le sixième Congrès mondial du commerce et de la sécurité sanitaire du poisson a été organisé et a compté plus de 30 participants des pays en développement.

39. Le Département des pêches a coopéré étroitement avec l'OIE et organisé deux ateliers collaboratifs importants: a) Surveillance et zonage des maladies des animaux aquatiques<sup>36</sup> et b) Élaboration de directives techniques pour une gestion sanitaire des mouvements des animaux aquatiques vivants, Sri Lanka, 2005. La FAO collabore également avec l'OIE à la mise sur pied de la consultation d'experts relative à l'utilisation des antimicrobiens dans l'aquaculture qui sera organisée en juin 2006. Cette réunion devrait aborder les stratégies d'atténuation des risques, notamment les techniques analytiques.

#### **Domaine de priorité F**

40. Le Département des pêches a conduit une étude et une analyse des « semences » d'eau douce, qui peuvent constituer une ressource précieuse pour l'aquaculture mondiale, en mettant l'accent sur l'aquaculture rurale. L'étude comprend des études de cas axées sur une vingtaine de pays (Bangladesh, Brésil, Cambodge, Cameroun, Chine, Colombie, Égypte, Équateur, Ghana, Inde, Mexique, Ouganda, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande, Viet Nam et Zimbabwe), trois synthèses régionales (Asie, Afrique et Amérique latine) et des analyses de thèmes choisis. Cette étude a été au cœur d'un atelier d'experts sur les « semences » d'eau douce en tant que ressources mondiales pour l'aquaculture, organisé en Chine du 23 au 26 mars 2006. Les rapports et les comptes rendus de l'étude seront disponibles à la fin de 2006. Certaines conclusions sont

---

<sup>33</sup> Subasinghe, R.P. & Arthur, J.R. 2005. Atelier régional sur la préparation et la réaction aux urgences sanitaires dues aux animaux aquatiques en Asie. 21-23 septembre 2004. FAO Fisheries Proceedings, n° 4. Rome, FAO. 2005. 178 p.

<sup>34</sup> Arthur, J.R., Baldock, F.C., Subasinghe, R.P. & McGladdery S.E. 2005. Preparedness and response to aquatic animal health emergencies in Asia: guidelines. FAO, Document technique sur les pêches, n° 486. Rome, FAO. 2005 40 p.

<sup>35</sup> Ababouch, L.; Gandini, G.; Ryder, J. 2005. Detentions and rejections in international fish trade. FAO, Document technique sur les pêches, n° 473. Rome, FAO. 2005. 110 p.

<sup>36</sup> Subasinghe, R.P., McGladdery, S.E. & Hill, B.J. 2004. Surveillance et zonage des maladies des animaux aquatiques. FAO, Document technique sur les pêches, n° 451. Rome, FAO. 2004. 73 p.



examinées et incluses dans l'analyse prospective mondiale sur l'évolution future de l'aquaculture (voir COFI:AQ/III/2006/8 et COFI:AQ/III/2006/Inf. 7<sup>37</sup>).

41. En ce qui concerne les méthodologies d'étiquetage et de marquage des espèces utilisées pour les programmes d'empoissonnement, la publication *Aquatic telemetry*<sup>38</sup> contient de nombreuses informations qui peuvent servir à utiliser la télémétrie radio comme méthodologie de marquage pour les programmes d'empoissonnement. Deux PCT existent sur ce thème: a) TCP/EST/2901: Réouverture des routes de migration du saumon et d'autres poissons migratoires dans les rivières estoniennes, incluant une formation à la télémétrie organisée en Estonie, juillet-août 2005; et b) TCP/POL/3003: Réouverture des routes de migration des poissons migratoires dans les rivières polonaises.

42. En ce qui concerne l'analyse des risques, un nouveau produit biennal a été inclus dans le Programme de travail et budget 2006-2007 du Département des pêches pour appuyer le thème de l'application de l'analyse des risques à la production aquacole. Un nouveau projet financé par le Gouvernement norvégien est en cours de réalisation. Il a notamment pour but 1) d'examiner a) la situation actuelle des connaissances et de la perception des risques liés au développement et à la gestion de l'aquaculture et b) l'application de l'analyse des risques (identification des dangers, évaluation des risques, gestion des risques et communication sur les risques) dans l'aquaculture en vue de réduire ces risques; et 2) de préparer et de mettre en forme un document technique visant à conseiller et à aider les pays membres de la FAO à appliquer l'analyse des risques à l'aquaculture et de l'utiliser comme outil décisionnel pour le développement durable du secteur.

43. Un examen de la situation de l'assurance en matière d'aquaculture est en cours, et ses conclusions seront publiées à la fin de 2006<sup>39</sup>. Un atelier régional sur la promotion de l'assurance dans les secteurs de l'aquaculture et de la pêche en vue d'améliorer leur développement durable est également prévu en 2006 ou au début 2007.

44. En ce qui concerne la gestion communautaire des pêches, le projet TCP/ZIM/3003 – Améliorer la production de poisson en s'appuyant sur une meilleure gestion des petits plans d'eau et des barrages au Zimbabwe – a pour but d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages communautaires en rendant plus accessibles le poisson et les produits dérivés du poisson à la vente et à la consommation par la promotion de la participation des communautés à la gestion de six – au maximum – barrages ou petits plans d'eau. Le projet permettra également d'élaborer des directives pour la gestion durable de petits plans d'eau et de barrages au Zimbabwe.

45. Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique a conduit une étude des pratiques de reconstitution des stocks dans les pêches intérieures de l'Asie (Publication 2005/12 du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique). L'étude porte sur les différentes formes de reconstitution des stocks dans la région et sur les questions et les possibilités associées à ces pratiques<sup>40</sup>.

46. Entre 2004 et 2005, le Mécanisme régional de gestion des pêches mis en place dans les Caraïbes, aidé par le Département des pêches, a conduit une étude de cas sur la prise en compte des préoccupations socio-économiques et démographiques dans la planification et la gestion de la zone littorale et des pêches dans les pays suivants: Belize, République dominicaine, Trinité-et-Tobago et Îles Turques et Caïques. En outre, une équipe des Caraïbes a entrepris une étude

---

<sup>37</sup> Analyse prospective mondiale sur l'évolution future de l'aquaculture (projet de document de travail préparé pour le COFI:AQ/III/2006).

<sup>38</sup> Spedicato, M.T., Lembo, G., & Marmulla, G. (Eds). 2005. *Aquatic Telemetry. Advances and applications*. Comptes rendus de la Conférence sur la télémétrie aquatique, tenue en Europe à Ustica (Italie), 9-13 juin 2003. Rome, FAO/COISPA. 295 p.

<sup>39</sup> Van Anrooy, R., Secretan, P.A.D., Lou, Y., Roberts, R., & Upare, M. 2006. Review of the current state of aquaculture insurance in the world. FAO, Document technique sur les pêches, n° 493. Rome, Italie. 82 p.

<sup>40</sup> <http://www.apfic.org/modules/mydownloads/visit.php?cid=5&lid=124>.

comparative sur l'utilisation d'informations démographiques et socioéconomiques dans le domaine de la conservation, la planification et la gestion des pêches et des zones littorales en Malaisie et aux Philippines. Les conclusions de ces études<sup>41</sup> ont été ensuite examinées à l'occasion d'un atelier régional organisé du 13 au 17 janvier à Trinité-et-Tobago.

### Application d'autres recommandations

47. Sur la base des recommandations de la première session du Sous-Comité de l'aquaculture tenue à Pékin (République populaire de Chine), en 2002, le Département des pêches, en collaboration avec le World Fisheries Trust (Canada), a organisé un atelier intitulé *Coûts de l'impact de la production aquacole sur l'environnement, comparés à ceux d'autres secteurs de production alimentaire*, du 24 au 28 avril 2006, au Canada, dans le but: a) de conseiller la FAO sur les systèmes de comptabilité précis et appropriés pour comparer les coûts de l'impact de la production aquacole sur l'environnement, comparés à ceux d'autres secteurs de production alimentaire; b) d'évaluer les forces et les faiblesses de tels systèmes de comptabilité; et c) de conseiller la FAO sur la manière d'aborder ce thème dans le futur. L'atelier a conclu qu'il existait de nombreuses méthodes pour comparer les coûts de l'impact des systèmes de production alimentaire sur l'environnement, mais ces méthodes doivent être utilisées ensemble car il n'y pas de méthode qui puisse assurer seule une comparaison complète. Les comptes rendus de l'atelier ainsi que les recommandations seront publiés dans la série des Comptes rendus des pêches de la FAO.

48. Répondant aux recommandations concernant deux questions récentes très importantes sur a) les espèces aquatiques exotiques, leurs introductions, leurs mouvements, les risques et les avantages, la FAO a apporté son concours à un atelier sur le renforcement des capacités de lutte contre les effets des espèces exotiques envahissantes et des agents pathogènes transfrontières qui leur sont liés dans les pays de l'ANASE, qui s'est tenu en Malaisie du 12 au 16 juillet 2004. Cette réunion, qui regroupait le RCAAP<sup>42</sup>, l'ANASE<sup>43</sup>, le WorldFish Center et le Département d'État des États-Unis<sup>44</sup>, avait pour objectif spécifique de mieux comprendre les relations entre les espèces exotiques envahissantes et les pathogènes aquatiques et leurs effets (tant positifs que négatifs) et d'identifier les besoins en matière de gestion et de renforcement des capacités pour la réduction des risques<sup>45</sup>. D'autres activités ont été conduites dans ces domaines, notamment une analyse de l'impact de plusieurs espèces aquatiques dans la région Asie<sup>46, 47</sup>.

49. Comme recommandé, les activités faisant suite à la Consultation d'experts sur les bonnes pratiques en matière de gestion et les arrangements institutionnels et juridiques pour une crevetticulture durable, tenue en décembre 2000, se sont poursuivies, y compris celles du Consortium sur la crevetticulture et l'environnement. Les principes internationaux pour une

<sup>41</sup> Tietze, U., Houghton, M. & Siar, S.V. (Eds.). 2006. Indicateurs socioéconomiques dans la gestion intégrée des pêches communautaires et littorales – études de cas menées dans les Caraïbes. FAO, Document technique sur les pêches, n° 491. (Sous presse).

<sup>42</sup> Réseau des centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (RCAAP).

<sup>43</sup> Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

<sup>44</sup> NACA. 2005. Renforcement des capacités de lutte contre les effets des espèces exotiques envahissantes et des agents pathogènes transfrontières qui leur sont liés dans les pays de l'ANASE, 12-16 juillet 2004. Penang (Malaisie). Bangkok, Réseau des centres d'aquaculture d'Asie.

<sup>45</sup> Bartley, D.M., Bhujel, R.C., Funge-Smith, S., Olin, P.G., & Phillips, M.J. (comps./eds.). 2005. Mécanismes internationaux de contrôle et d'utilisation responsable d'espèces exotiques dans les écosystèmes aquatiques. Rapport d'une Consultation d'experts, 23-27 août 2003, Xishuangbanna (République populaire de Chine). Rome, FAO. 2005, 195 p.

<sup>46</sup> Briggs, M., Funge-Smith, S., Subasinghe, R.P., & Phillips, M. 2005. Introductions and movement of two penaeid shrimp species in Asia and the Pacific. FAO, Document technique sur les pêches, n° 476. Rome, FAO. 2005. 78 p.

<sup>47</sup> De Silva, S., Subasinghe, R.P., Bartley, D.M. & Lowther, A. 2004. Tilapias as alien aquatics in Asia and the Pacific: a review. 2004. FAO, Document technique sur les pêches, n° 453. Rome, FAO. 2004. 65 p.

crevetticulture responsable ont été élaborés (voir COFI/AQ/III/2006/Inf. 8)<sup>48</sup>. Le Consortium s'emploie actuellement à examiner et analyser les différents systèmes de certification en place dans le but de définir des approches et des procédures harmonisées pour la mise au point et l'application de systèmes de certification des produits issus de l'élevage de crevettes.

50. Le projet TCP/CHI/3002 « Certification de la conformité de la réglementation en matière d'impact de l'aquaculture sur l'environnement au Chili » appuie la création d'un processus de certification relatif à l'impact de l'aquaculture sur l'environnement. Il vise par ailleurs à aider le gouvernement à élaborer un système d'évaluation de l'impact de la production sur l'environnement au niveau de l'exploitation, incluant une certification de la conformité aux réglementations en matière d'environnement, sur la base d'une analyse technique des paramètres et des besoins, d'évaluations de la viabilité du système de certification du point de vue juridique et socioéconomique, et de larges consultations avec toutes les parties prenantes concernées, notamment les sociétés d'accréditation et de certification (voir également COFI/AQ/III/2008/7).

51. Comme l'a demandé le Sous-Comité, une analyse prospective des défis futurs de l'aquaculture mondiale pour servir de base à une discussion sur l'orientation à long terme de ses activités a été réalisée (voir COFI/AQ/III/2006/8).

52. L'aide financière dont a besoin le Sous-Comité pour appliquer certaines recommandations a pu être obtenue avec l'appui d'un fonds fiduciaire unilatéral créé par le Gouvernement japonais. Ce projet de fonds est intitulé « Vers une aquaculture durable: questions choisies et directives ». Le projet traite quatre domaines thématiques: a) la sécurité sanitaire des produits aquacoles, b) l'évaluation et la surveillance de l'impact environnemental dans le secteur de l'aquaculture, c) l'utilisation des ressources biologiques du milieu aquatique pour la production aquacole et d) l'utilisation du poisson sauvage et d'autres espèces aquatiques pour alimenter les poissons d'élevage et ses conséquences sur la sécurité alimentaire et l'atténuation de la pauvreté.

53. L'exécution du projet se poursuit à différentes étapes. Les informations pertinentes sont collectées et analysées. Il est prévu d'élaborer des systèmes et des solutions en matière de gestion des pêches afin d'apporter des mesures de réaction ciblées. Il faudra tenir compte à cet effet de la viabilité et du coût de l'application possible de telles mesures et directives.

54. Le gouvernement danois accorde son appui au financement d'un APO<sup>49</sup> basé à FAO-RAPI (Bangkok) en vue de développer un programme régional (Asie) sur la sécurité sanitaire des aliments dans l'aquaculture, l'accent étant mis sur l'aquaculture artisanale.

### **Progrès accomplis lors des activités intersessions**

55. Dans le cadre du programme de travail du Département des pêches sur l'élaboration d'une méthodologie et de directives s'appliquant à l'amélioration de la pêche durable, notamment l'empoissonnement, dans les zones aquatiques continentales, des directives du Code de conduite sur les pratiques d'empoissonnement responsables sont élaborées concernant des questions sociales et biotechniques. Par ailleurs, les objectifs des pêches fondées sur l'élevage seront identifiés, parmi lesquels l'augmentation de la récolte dans certaines pêcheries, la reconstitution des stocks appauvris, la conservation d'organismes aquatiques spécifiques, la préservation de la diversité génétique, la promotion du bien-être social et de l'harmonie et l'amélioration de la situation économique de la région.

56. Le document technique sur les pêches n° 429<sup>50</sup> contient des études de cas qui prévoient divers scénarios et situations utilisant le pacage en mer et l'amélioration des éclosiers marines (par exemple l'empoissonnement marin en Norvège, la reconstitution des stocks de barramundi pour la pêche de loisirs, la reconstitution des stocks de concombres de mer dans les îles du

---

<sup>48</sup> FAO/NACA/UNDP/WB/WWF. 2006. International principles for responsible shrimp farming. Réseau des centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique. Bangkok (Thaïlande). 32 p. Sous presse.

<sup>49</sup> Cadre associé.

<sup>50</sup> Bartley, D.M. & Leber, K.M. (eds.). 2004. Marine ranching. Rome, FAO. 2004. 213 p.

Pacifique, la reconstitution des stocks d'esturgeons dans la mer Caspienne et de flets au Japon) pour créer des sources de revenus, remettre en fonction les pêcheries et conserver la biodiversité.

57. Le Département des pêches a organisé plusieurs ateliers sur l'utilisation responsable d'organismes cultivés exotiques (exogènes) et génétiquement modifiés et a publié plusieurs documents sur le sujet (Gupta *et al.* 2004<sup>51</sup>; Bartley *et al.* 2005<sup>52</sup>). Ces activités conduisent à la création de directives techniques à l'appui du Code de conduite sur l'utilisation responsable et le contrôle des espèces exotiques dans les pêcheries et l'aquaculture.

58. Récemment, la FAO, en collaboration avec le WorldFish Center et avec l'aide financière du Ministère britannique du développement international, a organisé un atelier regroupant des responsables des secteurs privé et public sur la Gestion génétique des stocks piscicoles en Afrique subsaharienne, à Acra (Ghana), en mars 2006. Le compte rendu sera publié à la fin de 2006.

59. Admettant que la documentation constitue la première étape de l'utilisation durable de la biodiversité, la FAO a publié du matériel et créé une base de données sur l'utilisation traditionnelle de la biodiversité dans les écosystèmes rizicoles (Halwart et Bartley 2005<sup>53</sup>). Elle a également organisé des ateliers à Bangkok, avec le concours du Programme de partenariat FAO/Pays-Bas, portant sur la documentation et l'importance nutritionnelle de cette biodiversité.

60. En coopération avec l'APEC, le RCAAP, le Département des pêches de Thaïlande et des organismes mexicains tels que le SAGARPA<sup>54</sup>, la CONAPESCA<sup>55</sup>, et l'INP<sup>56</sup>, ainsi que deux ateliers de formation sur l'analyse des risques relatifs aux mouvements des organismes aquatiques vivants ont été organisés avec succès en Thaïlande (1<sup>er</sup>-6 avril 2002) et au Mexique (12-17 août 2002), regroupant au total 130 participants dont des autorités de réglementation, des administrateurs et des spécialistes de la santé des animaux aquatiques chargés du commerce des animaux aquatiques vivants. Trente-sept pays de la région Asie-Pacifique et de la région des Amériques étaient représentés<sup>57</sup>. Un manuel sur l'analyse des risques relatifs aux mouvements des animaux aquatiques a également été produit<sup>58</sup>.

61. Le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, appuyé par le Département des pêches et en collaboration avec le Secrétariat de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Département des pêches de Thaïlande, a organisé un atelier FAO/ANASE de planification stratégique sur l'harmonisation des importations et des exportations de crevettes, atelier qui s'est tenu en Thaïlande du 4 au 6 novembre 2003. Les recommandations de l'atelier incluaient un certain nombre de mesures que les pays membres de l'ANASE devaient prendre et des recommandations techniques spécifiques visant à améliorer la capacité des pays de l'ANASE

<sup>51</sup> Gupta, M.N., Bartley, D.M., & Acosta, B. (eds.). 2004. Use of genetically improved and aliens species for aquaculture and conservation of aquatic biodiversity in Africa. World Fish Center Conference Proceedings 68, 113 p.

<sup>52</sup> Bartley, D.M., Bhujel, R.C., Funge-Smith, S., Olin, P.G., & Phillips, M.J. (comps./eds.). 2005. Mécanismes internationaux de contrôle et d'utilisation responsable d'espèces exotiques dans les écosystèmes aquatiques. Rapport d'une Consultation d'experts, 23-27 août 2003, Xishuangbanna (République populaire de Chine). Rome, FAO. 2005, 195 p.

<sup>53</sup> Halwart, M. & Bartley, D.M. 2005. Aquatic biodiversity in rice-based ecosystems. Studies and reports from Cambodia, China, Lao PDR and Viet Nam (CD-Rom). Rome, FAO. 2005.

<sup>54</sup> Secretaria de Agricultura, Ganaderio, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentacion (SAGARPA)

<sup>55</sup> Comision Nacional de Acuacultura y Pesca (CONAPESCA).

<sup>56</sup> Instituto Nacional de la Pesca (INP)

<sup>57</sup> Arthur, J.R. and Bondad-Reantaso, M.G. (eds.). 2004. Capacity and awareness building on import risk analysis (IRA) for aquatic animals. Comptes rendus des ateliers tenus du 1<sup>er</sup> au 5 avril 2002 à Bangkok (Thaïlande) et du 12 au 17 août 2002 à Mazatlan (Mexique). APEC FWG 01/2002, NACA, Bangkok, 203 p.  
<http://www.enaca.org/modules/mydownloads/singlefile.php?cid=21&lid=528>

<sup>58</sup> Arthur, J.R., M.G. Bondad-Reantaso, F.C. Baldock, C.J. Rodgers et B.F. Edgerton. 2004. Manual on risk analysis for the safe movement of aquatic animals (FWG/01/2002). APEC/DoF/NACA/FAO. 59 p. APEC Publication Number: APEC # 203-FS-03.1. <http://www.enaca.org/modules/mydownloads/singlefile.php?cid=21&lid=527>

à aborder les questions liées à la sécurité sanitaire et le commerce des produits de la mer (notamment la crevette)<sup>59</sup>.

62. Les aliments pour animaux étant considérés comme une ressource importante pour le développement futur de l'aquaculture, une étude et une analyse des aliments pour animaux et des nutriments (incluant les engrais) pouvant conduire au développement d'une aquaculture durable ont été conduites. Un atelier d'experts sur l'utilisation d'aliments pour animaux et d'engrais en vue de développer une aquaculture durable s'est tenu en République populaire de Chine du 18 au 21 mars 2006. Cet atelier a permis d'identifier des questions clés et de formuler des recommandations (par exemple, des directives de politique, des études scientifiques, le renforcement des capacités, la vulgarisation et l'application) qui donneront aux décideurs, aux niveaux régional et mondial, les moyens d'améliorer les pratiques et les systèmes de production dans le secteur de l'aquaculture en s'appuyant sur l'utilisation optimale d'aliments pour animaux et d'engrais. Les comptes rendus de l'atelier seront disponibles dans un rapport qui sera publié en 2006. Certaines recommandations sont examinées et incluses dans l'analyse prospective du développement futur de l'aquaculture (voir COFI:AQ/III/2006/8 et COFI:AQ/III/2006/Inf. 7).

63. En 2005, le Département des pêches, dans le cadre de son programme de travail, a conduit une série d'analyses des tendances régionales du secteur de l'aquaculture en vue de procéder à une évaluation mondiale de la situation et des tendances de l'aquaculture. Ces études régionales et l'analyse ou la synthèse mondiale qui en ont découlé ont été réalisées en parallèle et en complément à l'élaboration des Vues générales du secteur aquacole (voir COFI:AQ/III/2006/4) et à la préparation d'une analyse prospective du développement futur de l'aquaculture. Sept analyses du développement régional de l'aquaculture ont été réalisées<sup>60</sup> et les résultats de ces analyses ont été résumés dans un document de synthèse intitulé *La situation de l'aquaculture dans le monde 2006*<sup>61</sup> (voir COFI:AQ/III/2006/Inf. 9).

### MESURES SUGGÉRÉES AU SOUS-COMITÉ

64. Le Sous-Comité est invité à examiner les documents d'information pertinents et à formuler les suggestions et recommandations appropriées.

---

<sup>59</sup> <http://www.apfic.org/modules/mydownloads/visit.php?cid=42&lid=12>

<sup>60</sup> FAO. Regional review on aquaculture development. 1-7. 2005. FAO. Circulaire sur les pêches n° 1017/1-7. Rome. FAO. xxpp.

<sup>61</sup> La situation de l'aquaculture dans le monde 2006. FAO. Document technique sur les pêches, n° 500. Rome, FAO. 2006. xxxp.